

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 08/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOCIETE ROMANAISE DE LA CHAUSSURE - CLERGERIE**

Rue Pierre Curie- BP 69  
26100 Romans-sur-Isère

Référence : 20230118-RAP-DAEN0042

Code AIOT : 0006108203

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement SOCIETE ROMANAISE DE LA CHAUSSURE – CLERGERIE implanté Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 05/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE ROMANAISE DE LA CHAUSSURE - CLERGERIE
- Rue Pierre Curie BP 69 26100 Romans-sur-Isère
- Code AIOT : 0006108203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Romane de la Chaussure (SRC) exploite un atelier de fabrication de chaussures de la marque Clergerie, rue Pierre Curie à Romans-sur-Isère, au sein duquel travaillent 130 personnes.

Les équipements de production sont les suivants :

- une chaîne de montage en deux parties,
- diverses machines pour la finition (zone habillage),
- sept cabines individuelles de pistoletage, encollage ou peinture,
- douze presses de découpe,
- dix machines de piquage en service,
- une machine de découpe des peaux à jet d'eau haute pression,
- une machine de découpe des peaux par cutter.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative de l'établissement,
- état des stocks,
- les rejets atmosphériques,
- les rejets aqueux,
- les installations électriques...

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Plan de Gestion des Solvants (PGS)	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 3.2.4	Lettre de suite	1 mois
5	Autosurveillance émissions canalisées ou diffuses	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.1	Lettre de suite	1 mois
6	Autosurveillance émissions par bilan	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.1	Lettre de suite	1 mois
7	Relevé prélèvements eau	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.2.1	Lettre de suite	1 mois
8	Autosurveillance eau	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.2.2	Lettre de suite	1 mois
10	Déclaration annuelle GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Lettre de suite	2 mois
12	Installations électriques	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 07/03/02	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'établissement	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 1.2.1	Sans objet
9	GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks des produits dangereux	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 7.1.2	Sans objet
3	Conduits et installations raccordées	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 3.2.2	Sans objet
11	Analyse du Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses non-conformités ont été relevées lors de la visite d'inspection :

- le plan de gestion des solvants n'est pas réalisé,
- le suivi des émissions par bilan n'est pas réalisé,
- les analyses des rejets atmosphériques des 7 conduits ne sont pas réalisées tous les trois ans,
- les analyses des rejets aqueux ne sont pas réalisées trimestriellement,
- les consommations d'eau ne sont pas relevées,
- la déclaration GERP annuelle n'est pas réalisée,
- les non-conformités électriques peuvent entraîner un risque d'incendie et d'explosion mais elles ne sont pas levées au fil de l'eau...

L'exploitant ne réalise pas le suivi environnemental de son établissement conformément à son arrêté préfectoral du 26 mars 2014.

Une nouvelle inspection sera réalisée le 15 mars 2023 pour regarder la partie « produits chimiques », rétentions, gestion des eaux des rétentions...

Il est attendu de l'exploitant la reprise d'une gestion rigoureuse des exigences environnementales et de sécurité imposées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et la mise en œuvre d'actions correctives dans les plus brefs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubriques ICPE : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2360-1 : 305 kW - A</li><li>- 1432-2-b : 26 m<sup>3</sup> de fuel (1 cuve aérienne de 20 m<sup>3</sup> + 1 cuve aérienne de 6 m<sup>3</sup>) + bidons de colles et solvants de 6 m<sup>3</sup> ⇒ 11,2 m<sup>3</sup> - D</li><li>- 2940-2.b : 18 kg/j - D</li><li>- 1510 : NC – 8 000 m<sup>3</sup> mais 30 tonnes</li><li>- 1530 : NC – 50 m<sup>3</sup> cartons et 90 m<sup>3</sup> archives</li><li>- 1532 : NC – semelles bois, peaux 176 m<sup>3</sup></li><li>- 2160-2 : NC – 1 silo de stockage de poussières de cuirs 7 m<sup>3</sup></li><li>- 2663-2 : NC – semelles de caoutchouc et formes TPU 70 m<sup>3</sup></li><li>- 2910-A : 2 chaudières au fioul 1 729 kW et 40 kW – bâtiments A et D : NC ⇒ DC</li></ul>
<b>Constats :</b> Un point sur les différentes rubriques a été réalisée : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2360-1 : 305 kW - A : pas de changement</li><li>- 1432-2-b : 26 m<sup>3</sup> de fuel (1 cuve aérienne de 20 m<sup>3</sup> + 1 cuve aérienne de 6 m<sup>3</sup>) + bidons de colles et solvants de 6 m<sup>3</sup> ⇒ 11,2 m<sup>3</sup> - D : la rubrique a été remplacée par une rubrique 4XXX, l'exploitant ne s'est pas positionné</li><li>- 2940-2.b : 18 kg/j - D : pas de changement</li><li>- 1510 : NC – 8000 m<sup>3</sup> mais 30 tonnes : évolution réglementaire avec les textes dits « post-lubrizol », la rubrique 1510 peut dorénavant englober tous les stockages 1530, 1532, 2663 de l'établissement : un positionnement doit être réalisé par l'exploitant</li><li>- 1530 : NC – 50 m<sup>3</sup> cartons et 90 m<sup>3</sup> archives : évolution réglementaire 1510</li><li>- 1532 : NC – semelles bois, peaux 176 m<sup>3</sup> : évolution réglementaire 1510</li><li>- 2160-2 : NC – 1 silo de stockage de poussières de cuirs 7 m<sup>3</sup> : pas de changement</li><li>- 2663-2 : NC – semelles de caoutchouc et formes TPU 70 m<sup>3</sup> : évolution réglementaire 1510</li><li>- 2910-A : 2 chaudières au fioul 1 729 kW et 40 kW – bâtiments A et D : NC ⇒ Le seuil de la déclaration est passé à 1 MW au lieu de 2 MW, l'exploitant n'a pas réalisé sa demande d'antériorité sur ce point.</li></ul>
<b>Demande 1 : L'exploitant met à jour son tableau de rubriques ICPE (positionnement rubrique 1510 « post-lubrizol », rubriques 4000 et suivantes (suppression rubrique 1432), rubrique 2910...).</b>
<b>Délai : 1 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etat des stocks des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Un état de tous les stocks, informatique, est disponible sur le site. Les différents produits tels les colles latex, mousses latex, vernis... sont présents. Il n'a pas été demandé les fiches de données de sécurité lors de cette inspection mais une inspection spécifique produits chimiques, rétention aura lieu le 15 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2014, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	Habillage talon	1250	19
2	Habillage 1 <sup>er</sup> + sécheur	1480	20
3	Aspirateur CD3	3930	8
4	Affichage 1ree	780	11
5	Grattage pointe + habillage	3660	23
6	Collage latex étage	990	14
7	Cirage	890	21

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

Les sept conduits avec les installations raccordées sont toujours présents sur le site, aucun changement n'a été effectué depuis l'arrêté du 26 mars 2014.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

#### N° 4 : Plan de Gestion des Solvants (PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant mettra en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place de plan de gestion des solvants. Selon l'exploitant, tout ce qui rentre, ressort et les fonds de bidons sont traités comme des déchets.  <b>Non-conformité 1 : L'exploitant n'a pas mis en place de plan de gestion des solvants.</b> <b>L'exploitant précise en parallèle sa consommation de solvants pour les années 2020, 2021 et 2022.</b> <b>Délai : 1 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Autosurveillance émissions canalisées ou diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures portent sur l'ensemble des rejets des 7 conduits visés à l'article 3.2.2 : Débit Poussières COVNM COV spécifiques (annexe III) COV R40 Dichlorométhane ⇒ tous les 3 ans
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas tous les trois ans les mesures des rejets atmosphériques au niveau des 7 conduits de rejets.  <b>Non-conformité 2 : Les mesures des rejets atmosphériques sur l'ensemble des rejets des 7 conduits ne sont pas réalisées tous les 3 ans (aucune analyse depuis l'arrêté de 2014).</b> <b>Délai : 1 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Autosurveillance émissions par bilan**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : COVNM COV spécifiques (annexe III) COV R40 Dichlorométhane PGS annuellement
<b>Constats :</b> <b>Non-conformité 3 :</b> L'exploitant ne réalise pas une évaluation des émissions par bilan sur les polluants suivants : COVNM, COV spécifiques (annexe III), COV R40 et Dichlorométhane. Ce bilan doit être intégré annuellement dans le plan de gestion des solvants. <b>Délai :</b> 1 mois pour les années 2020, 2021 et 2022
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Relevé prélèvements eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b> Il est à noter que les prescriptions suivantes sont applicables à l'établissement : Réseau de distribution publique – consommation annuelle Eaux potables et sanitaires : 825 m <sup>3</sup> Eau de process (machine de découpe) : 35 m <sup>3</sup> (3 m <sup>3</sup> /mois)  L'exploitant ne suit pas ses consommations d'eau.  <b>Non-conformité 4 :</b> L'exploitant ne relève pas régulièrement ses consommations d'eau. <b>Délai :</b> 1 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Autosurveillance eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : Température < 30 °C PH : 5,5 – 8,5 MEST < 600 mg/l DBO <sub>5</sub> < 800 mg/l DCO < 2 000 mg/l Azote global (exprimé en N) < 150 mg/l Phosphore total (exprimé en P) < 50 mg/l ⇒ trimestriel
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas trimestriellement l'autosurveillance des rejets aqueux. Un contrôle inopiné a été réalisé en 2022 pour la DREAL, c'est le laboratoire CTC qui a fait le prélèvement du 14 au 15 novembre 2022. Le rapport du 20 décembre 2022 conclut à des résultats conformes.  <b>Non-conformité 5 : L'exploitant ne réalise pas trimestriellement une autosurveillance de ses rejets aqueux. Aucune analyse n'a été réalisée depuis l'arrêté de 2014, hormis le contrôle inopiné de 2022.</b> <b>Délai : 1 mois</b> Il est à noter que si l'exploitant souhaite modifier les modalités d'autosurveillance de son arrêté, une mise à jour de la partie eau de son étude d'impact doit être fournie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 9 : GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclarations mensuelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne déclare pas les résultats des analyses des rejets aqueux sous GIDAF dans la mesure où il ne réalise aucune autosurveillance (cf. non-conformité 5).  <b>Demande 2 : L'exploitant déclare les résultats de son autosurveillance eau sous GIDAF dès que les analyses seront réalisées (délai 1 mois pour la non-conformité 5).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Déclaration annuelle GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.
<b>Constats :</b> La dernière évacuation des déchets dangereux date de 2019. 7 bordereaux de suivi de déchets ont été retrouvés pour un tonnage évacué supérieur à 2 tonnes. Le stock des déchets à évacuer est très important sur le site.  <b>Non-conformité 6 :</b> L'exploitant ne réalise pas sa déclaration annuelle GERE (avant le 31 mars de l'année n pour l'année n-1). De plus, les données du plan de gestion des solvants (quand celui-ci sera réalisé) peuvent aussi être déclarées sous GERE. <b>Délai : 31 mars 2023</b>  <b>Demande 3 :</b> L'exploitant s'assure que ses déchets sont évacués régulièrement pour ne pas avoir un stock de déchets trop important sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 11 : Analyse du Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
<b>Constats :</b> L'établissement n'est pas soumis à la réalisation d'une analyse du risque foudre dans la mesure où la rubrique 2360 n'est pas visée dans l'article 16 de l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 07/03/02
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Electricité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des installations électriques a été réalisée du 11 au 13 juillet 2022 par l'APAVE. Le certificat Q18 du 21 juillet 2022 stipule que certaines non-conformités peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. 52 observations ont été relevées et les travaux sont réalisés au fil de l'eau. Le responsable maintenance a pris du retard cette année à cause de la vacance de certains postes.  En revanche, le certificat Q19 du 7 juin 2022 n'a relevé aucune anomalie.  <b>Non-conformité 7 : Des non-conformités électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant s'assure que les non-conformités électriques sont levées au fil de l'eau.</b> <b>Délai : 3 mois</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois